

La presse parisienne devant la guerre du Rif (avril 1925-mai 1926).

Monsieur Charles-Robert Ageron

Citer ce document / Cite this document :

Ageron Charles-Robert. La presse parisienne devant la guerre du Rif (avril 1925-mai 1926).. In: Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n°24, 1977. pp. 7-28;

doi : <https://doi.org/10.3406/remmm.1977.1418>;

https://www.persee.fr/doc/remmm_0035-1474_1977_num_24_1_1418;

Fichier pdf généré le 17/04/2024

Abstract

How did the Parisian press cover the war of the Rif ? How did Parisian journalists react to this war of liberation, which, at the time, was of a type without precedent ? Such are the questions to which this brief study seeks to suggest a reply. The main conclusion which emerges from this reading of press commentary is that the journalists of the period were incapable of going beyond the scope of their personal recollections and of historical tradition to comprehend a novel phenomenon. Very frequent reference to old stereotypes inherited either from the period of colonial conquest or from anticolonialist preachings, as well as the violence in word and tone which was typical even of would-be pacifists are both very revealing with regard to the frame of mind of a certain elite vis-à-vis colonial affairs. Even the communist press which belatedly celebrated the revolt of the Rif after a fashion still quite akin to that of pre-1914 revolutionary trade-unionism, does not stand out clearly from the lot. Eurocentrism and an almost total ignorance of Moroccan realities were characteristic of the entire Parisian press in 1925-26.

Résumé

Comment la presse parisienne a-t-elle rendu compte de la guerre du Rif ? Quelles furent les attitudes des journalistes parisiens face à cette guerre de libération d'un type alors inédit ? Tel est l'objet de cette brève étude. A travers cette lecture de presse on verra surtout s'affirmer une certaine inaptitude des journalistes de ce temps à sortir de leurs souvenirs et de la tradition historique pour comprendre un phénomène nouveau. L'usage quasi général de stéréotypes anciens issus soit de la période de la conquête coloniale, soit de la prédication anticolonialiste, les violences de langage et de ton jusque chez de prétendus pacifistes, tout cela jette un jour assez révélateur sur l'état des esprits d'une certaine élite vis-à-vis des questions coloniales. La presse communiste, elle-même, qui célébra tardivement la révolte rifaine en un style encore très proche de celui du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, ne tranche pas de l'ensemble. L'eurocentrisme, l'ignorance quasi absolue des réalités maghrébines étaient le lot commun de la presse parisienne en 1925-1926.

LA PRESSE PARISIENNE DEVANT LA GUERRE DU RIF

(avril 1925 - mai 1926)

PAR

CHARLES-ROBERT AGERON

En cette année 1973 où l'opposition marocaine vient de célébrer à Paris le cinquantenaire de la proclamation de la République rifaine, on pensera peut-être qu'en étudiant la presse parisienne devant la guerre du Rif, j'entende sacrifier au rite des commémorations. En réalité, cette lecture de presse, faite à titre de sondage, se situe dans le cadre d'une recherche menée sur l'opinion publique française vis-à-vis du problème colonial ⁽¹⁾. Les réactions de la presse parisienne à cette première grande révolte armée du Maroc colonial m'ont intéressé surtout en tant que révélateur des attitudes d'une certaine classe politique.

La presse parisienne de cette époque, traditionnellement mal informée sur les questions extra-européennes, ne devait rien m'apprendre sur les Rifains, ni sur les origines ou les caractéristiques de la guerre du Rif. Elle devait au contraire, se révéler un miroir éclairant quant aux mentalités et aux opinions de ces «maîtres à penser» que voulaient être les journalistes politiques parisiens. Une lecture de presse, c'est aussi un instrument de connaissance sociologique. Comme le dit Lévy-Strauss, les *mass-media* jouent, pour les sociétés contemporaines, le rôle de l'ethnologie pour les sociétés primitives. De fait, ce ne sont pas les Berbères du Rif ou des Jbala qui se révèlent dans cette lecture de la presse parisienne, mais bien plutôt d'autres hommes Blancs, tout occupés à juger au nom de la civilisation européenne ces Barbares, ou prétendus tels, du Maghreb extrême.

Or, l'historien a le privilège de savoir qu'à la même date, les leaders rifains contestaient précisément les valeurs de cette civilisation matérialiste et technique : «Votre civilisation est celle du fer ! s'écriait Abd el-Krîm le jour de sa reddition, vous avez de grosses bombes, donc vous êtes civilisés; je n'ai que des cartouches de fusil, donc je suis un sauvage!» Ce propos éclairant, que la presse ne rapporta point, explique peut-être les jugements élogieux de certains militaires français. Le lieutenant de vaisseau Robert Montagne saluait «cet ennemi digne de respect... ce grand chef qui aurait pu devenir, si Dieu l'avait permis, un grand sultan». Il notait «la révolution» qu'il avait accomplie dans le sens du modernisme musulman, son effort de ~~transformation~~ du pays en

(1) Pour une première approche du sujet, cf. mon étude «Les colonies devant l'opinion publique française de 1919 à 1939», parue dans le *Cahier n° 1 de l'Institut d'Histoire de la Presse et de l'Opinion*, Université de Tours, 1973.

«Etat moderne, national et anti-européen». Et le Deuxième Bureau écrivait avec lucidité d'Abd-el-Krîm : «C'est un nationaliste qui entreprend la libération du territoire, c'est un patriote qui secoue le joug étranger». Les historiens ont aujourd'hui reconnu la justesse de ces jugements : l'émir 'Abd-el-Krîm ne fut ni un *roguî* berbère compétiteur du trône, ni un *Mahdî* traditionnel, rénovateur prétendu de l'Islam. Il fut un révolutionnaire qui rejetait aussi bien la tradition *makhzen* que les traditions berbères. Il abolit le droit coutumier berbère, lutta contre le maraboutisme, et les confréries selon l'enseignement des *salafiya* et des nationalistes égyptiens. Il voulut enraciner un Etat moderne, frère cadet de l'Etat moderne de la Turquie kémaliste. Par ailleurs, la guerre de libération nationale qu'il mena contre les colonisateurs espagnols et français ne s'adressait pas aux seules tribus du Rif ou des Jbala, mais à tous les Marocains et à tous les Maghrébins. Qu'il fût devenu le champion de l'indépendance marocaine et le premier Maghrébin à vouloir détruire le régime colonial, le maréchal Lyautey n'en doutait pas. Qu'il ait mené une guerre populaire et politique, le maréchal Pétain le nota dès sa première inspection. Bref, pour les témoins ou les acteurs informés, la guerre du Rif fut tout autre chose qu'une résistance primaire, qu'un écho renforcé mais tardif à l'occupation européenne. Elle est devenue, aux yeux des historiens, le premier épisode de ces guerres de libération qui ont marqué la fin de la colonisation européenne (2).

Or, de nombreux journalistes et hommes politiques étrangers, de nationalité américaine ou anglaise essentiellement, mesurèrent sur le champ cette novation. D'excellents reportages américains, ceux de Vincent Shean et Paul Scott Mawrer, attirèrent l'attention de l'opinion publique mondiale sur cette révolution et persuadèrent même des personnages aussi importants que l'influent sénateur du Massachussets A. Piat Andrew ou le président de la commission des Affaires étrangères le sénateur Borah : celui-ci aurait voulu que le Département d'Etat offrît ses «bons offices» à la France. Dans le même temps le *Riff Committee* anglais se fit l'infatigable messenger à Rabat et à Paris des propositions de paix d'Abd-el-Krîm.

Ces anticipations diverses ont-elles été perçues également par la presse parisienne ? Comment celle-ci a-t-elle décrit l'Etat d'Abd-el-Krîm qui s'intitulera d'abord, à la manière turque, la République rifaine, *Daoula Jumhurîya Rifiya*, (la nation républicaine rifaine) ? Comment a-t-elle compris la personnalité d'Abd-el-Krîm ? Comment a-t-elle ressenti cette guerre nouvelle ? Une étude exhaustive exigerait sans doute un volume entier, mais, répétons-le, ce qui nous intéresse dans les réponses que nous

(2) Vue du côté espagnol la guerre du Rif, région qui fut une pépinière de *mujâhidîn* depuis le 17^{ème} siècle, rappelle plutôt les combats féroces de la *Reconquista*. Elle fut marquée, des deux côtés, par des atrocités à peine modernisées : bombardements par obus à gaz de la part des Espagnols, «volontaires de la mort» envoyés par les Rifains sur les arrières des troupes espagnoles et tuant tout sur leur passage, prisonniers espagnols renvoyés dans leurs lignes les yeux crevés, officiers exécutés la veille de la reddition d'Abd-el-Krîm. La presse française a, bien entendu, ignoré tous ces faits.

allons brièvement rapporter et dans la manière dont elles sont formulées, ce sont les attitudes profondes des journalistes parisiens face au *challenge* rifain.

Dès qu'elle eut pris conscience de l'ampleur de l'offensive rifaine, la presse parisienne, dans son ensemble, réagit comme elle l'aurait fait vingt ans plus tôt : «Le Maroc était *redevenu* une préoccupation pour les hommes d'Etat, une manchette pour les journaux». notait Henry Bidou dans la *Revue des Deux-Mondes*. Les journalistes, avant même de s'informer, recoururent à leur mémoire, invoquant soit les stéréotypes coloniaux antérieurs au «déclin de l'Europe», à la Révolte arabe et aux victoires de Mustafa Kemal, soit, pour une partie de la presse de gauche, les clichés du pacifisme radicalisant ou de l'anticolonialisme socialiste antérieurs aux méthodes d'agitation de la IIIème Internationale.

1 - La Presse Conservatrice de Droite et du Centre.

Pour la presse de Droite et du Centre et pour quelques journaux radicaux, la France ne devait pas se contenter d'une défensive au jour le jour; face à l'inqualifiable agression des Rifains, elle devait mettre en œuvre une contre-offensive décisive. On ne négocie pas avec des rebelles, on les écrase : l'intérêt des colonisés qui ont fait confiance à la France l'exigeait, disait-elle, et plus encore le prestige du colonisateur, car la domination coloniale est affaire de prestige.⁽³⁾ D'ailleurs «le sort du Maroc est en jeu et pas seulement celui du Maroc, écrivait *l'Avenir* du 23 mai, celui de notre Afrique du Nord et le rôle même de la France dans le monde». «En luttant contre Abd el-Krîm, renchérissait le *Journal des Débats* du 2 Août 1925, ce que nous défendons, ce ne sont pas seulement les traités, c'est toute l'Afrique du Nord, c'est le prestige européen qui, s'il faiblissait sur un point ne tarderait pas à être compromis dans tous l'Orient.»

Pour *l'Echo de Paris*, «le pacifisme bêlant» du cabinet Herriot avait laissé croire à 'Abd el-Krîm que la France était mûre pour tous les renoncements. Pour rétablir son prestige, il fallait donner à 'Abd el-Krîm «une leçon nécessaire».⁽⁴⁾ Dans *l'Action Française*, Jacques Bainville expliqua qu'Abd el-Krîm n'était «devenu dangereux que parce qu'on a commencé à se mettre sur la défensive (...) l'effort utile – la traditionnelle colonne qui se porte en avant, seule méthode qui réussisse dans les rébellions

(3) Or, ce discours qui va être constamment développé jusqu'en 1926 est en fait antérieur à «l'agression rifaine» chez les Beni-Zeroual (11-13 avril 1925). *L'Avenir* disait en 1924 les avantages d'une aide militaire aux Espagnols pour sauver le prestige de la colonisation. Le 15 décembre 1924, *l'Avenir* expliquait, sous une plume militaire, que la défaite des Espagnols nous créait des devoirs nouveaux : «A défaut de prestige espagnol, il faut que le nôtre reste intact... Offrons donc aux Espagnols un coup d'épaule contre les Rifains, menaçons de couper les vivres à 'Abd-el-Krîm en échange d'une rectification fructueuse de frontières et de la révision des accords anciens.» Et François Poncet ajoutait dans le même journal le 16 décembre «La crise du Maroc réclame une prompt solution. ... Si une occasion vous est offerte de parfaire l'œuvre de la France en Afrique du Nord, de protéger d'une manière définitive le flanc de notre Algérie, la repousserez-vous ?»

(4) *L'Echo de Paris* justifiait aussi cette contre-offensive par le souci de «libérer les agriculteurs paisibles de l'effroyable et sanglante tyrannie qu'il ('Abd-el-Krîm) faisait peser sur eux».

kabyles — n'a pas pu être faite au moment voulu, parce que l'opinion publique et les partis ne l'auraient pas supporté. Il faudra en venir là avec de plus grands frais, ou bien f... le camp !» Quant à offrir la paix à 'Abd el-Krîm, c'eût été «l'investir à coup sûr d'un prestige qu'il n'avait jamais eu».

Dans la *Victoire*, Gustave Hervé, oublieux de ce qu'il avait écrit de 1907 à 1911 dans la *Guerre sociale*, s'inquiétait lui aussi du prestige colonial. Il ne fallait pas «surexciter l'orgueil incroyable d'Abd el-Krîm» et il en venait à regretter, comme *l'Avenir* (du même 9 juin) le départ théâtral de Painlevé en avion pour le Maroc qui offrait plus d'inconvénients que d'avantages. Le vote unanime du Sénat le rassurait toutefois «Ce vote, si 'Abd el-Krîm entend le français, lui apprendra qu'il n'y a pas en France un gouvernement qui durerait vingt quatre heures, fût-il un gouvernement de gauche, s'il ne lui administrait une sévère correction.»

Jacques Bainville dans *l'Action Française*, Emile Buré dans *l'Éclair* invoquaient les leçons de l'Histoire. Le gouvernement du Cartel n'allait-il pas consentir au «nouvel 'Abd el-Kader» une autre convention Desmichels selon Bainville, une nouvelle paix de la Tafna, selon Buré ? Celui-ci ne cessait de mettre en garde contre toute négociation avec un rebelle et avec un champion de l'Islam «qui lui donnerait le prestige qui lui manque encore.» Le 3 juillet, il écrivait : «Osons le crier : si notre gouvernement rêvait de traiter avec 'Abd el-Krîm comme il traita avec Moustafa Kemal, mieux vaudrait qu'il abandonnât aussitôt le Maroc, l'Algérie et la Tunisie» et d'évoquer les sanglantes *Vêpres africaines* qui suivraient nécessairement.

Dans le *Rappel*, Edmond du Mesnil s'autorisait d'un autre précédent historique pour répéter qu'il n'y avait «qu'une seule voie» : une victoire écrasante et décisive.» Pour mieux mettre en garde Painlevé, il évoquait «l'incessante criailerie et l'obstruction harcelante de l'extrême gauche» qui embarrassa Jules Ferry et mena finalement à la panique parlementaire de Lang-son.⁽⁵⁾

La feuille la plus soucieuse, peut-être, des événements marocains, le *Journal*, organe de la Banque de Paris et des Pays-Bas, ne tenait pas un autre langage. Mais titrant à la une quotidiennement sur les nouvelles marocaines jusqu'en août 1925, le *Journal* ne cachait pas à ses lecteurs «qu'Abd el-Krîm avait pris aux yeux de toute une race ardente une figure légendaire». Ses envoyés spéciaux en tiraient la conclusion qu'il était impossible de négocier avec lui : «Il fallait avant tout raffermir notre prestige ébranlé. Sinon on irait à d'immenses complications et peut être à des catastrophes.»

Le *Journal des Débats* suivit aussi avec attention, à la une, «l'agression des Rifains».

(5) Painlevé le 9 juillet, mit en garde la Chambre des Députés contre le renouvellement de cet incident «qui n'est pas resté très glorieux dans les annales parlementaires.»

puis la « campagne du Maroc ». Son opinion fut invariable : « C'est toute la destinée de l'Afrique du Nord qui est en jeu, c'est tout le labeur de civilisation et de pacification occidentale qui risque d'être remis en cause. » A. Albert-Petit invoquait « les traités improvisés signés avec 'Abd el-Kader, dictés par la hâte d'en finir » pour mettre en garde le gouvernement contre « toute paix bâclée qui serait fatalement le point de départ de nouvelles hostilités » (25 juillet). Et Pierre Bernus répétait : « à aucun prix il ne faut consentir à engager une négociation avec 'Abd el-Krîm. » « Que faire au Maroc ? » demandait le député Guy de Montjou les 25-26 août : « Hélas ! inutile de tergiverser, il faut occuper le Rif. »

Pour le *Temps*, les choses n'étaient peut-être pas aussi simples, encore que son correspondant de guerre fût un partisan décidé de la manière forte. « Face à l'offensive rifaine » — et le *Temps* titra ainsi pendant cinq mois toutes les nouvelles du Maroc — nous étions en état de « légitime défense nationale » en ce « Maroc où nous avons été attaqués par 'Abd el-Krîm comme en 1914 par le Kaiser. » « Face aux 100 000 combattants du *rogui* » ⁽⁶⁾ — (on parla ensuite de 30 à 40 000), il fallait faire front, mais au début du moins, le *Temps* croyait à la nécessité d'une négociation. « Comme nous ne voulons en aucune façon aller dans le Rif pour y chercher la solution de la question rifaine, on sera donc amené sans tarder à la chercher sur un autre terrain que le terrain militaire » (16 mai). Finalement le *Temps* laissait son correspondant, Réginald Kann, écrire au mois d'août dans trois articles leaders : « Il faut défendre le Maroc du péril qu'il court afin que l'avenir de la France elle-même ne soit pas compromis. On ne défendra le Maroc qu'en se refusant à tout accord avec 'Abd el-Krîm, en portant la guerre dans le Rif et en supprimant l'individu qui s'évertue avec l'appui de nos autres ennemis à nous chasser de l'Afrique du Nord » ⁽⁷⁾. Dès la fin d'août, le *Temps* se disait rassuré : « La situation est nette : M. Painlevé fait la guerre. » Et à partir de la fin septembre 1925, il pouvait titrer désormais : « L'offensive contre les Rifains. » Mais trop pressé de tourner la page, il adoptait une nouvelle manchette : « La répression de la révolte rifaine » et faisait glisser les nouvelles du Maroc en page trois. Il lui fallut bientôt déchanter ; malgré les annonces répétées de « la disette chez l'ennemi », de « l'effondrement du conglomerat rifain », le *Temps* devait consacrer ses éditoriaux de la fin de décembre aux « prétentions d' 'Abd el-Krîm ou à la nécessité de « La paix sans 'Abd el-

(6) Le 20 juin 1925, Ladreit de Lacharrière se demandait pourtant avec inquiétude « s'il ne renouvèlait pas en le modernisant le vieux type nord-africain du *rogui*. »

(7) L'homme qui écrivait ces lignes eut du moins le courage de mettre ses actes en accord avec sa pensée. Ayant repris du service comme officier de réserve, cet écrivain-baroudeur se fit tuer le 1^{er} octobre 1925.

Krîm» : Une seule formule, la demande d'*aman* comme 'Abd el-Kader en 1847». Telle était également l'opinion du Maréchal Pétain, comme le révéla le *Temps*.

«L'offensive diplomatique» d'Abd el-Krîm et de ses amis européens, «les Frères de la Côte», comme les appelait par une autre référence historique le directeur de l'*Afrique française*, Auguste Terrier, devait cependant échouer face à l'obstination de Briand et la presse de Droite s'en réjouit unanimement. Cependant 'Abd el-Krîm écrivait au *Times* : «Tous nos actes tendent vers ce but unique : la paix» et le gouvernement acceptait finalement, contre l'avis du Maréchal Pétain, d'ouvrir des pourparlers de paix à Oujda le 9 avril 1926.

La presse de Droite se lamenta presque à l'unisson sur le mauvais effet de cette conférence. «Faire aux Rifains l'honneur d'une conférence» soupirait l'*Écho de Paris*, tandis que *les Débats* affirmait : «L'Islam pensera que deux grandes puissances ont été amenées par un simple cadi à négocier avec lui». Du moins espérait-elle «qu'on saura communiquer aux pourparlers une allure rapide et militaire» (*L'Écho de Paris*) et que ces pourparlers seraient hâtés par de bons succès militaires aidés d'une «propagande intense» (*Le Figaro*). ⁽⁸⁾ Emile Buré et *Le Gaulois* ne croyaient pas quant à eux que la paix puisse sortir de cette conférence et Jacques Bainville expliquait en quelque sorte pourquoi dans *l'Action française* : «On ne pouvait pas dicter nos conditions de paix, puisqu'on n'avait pas encore vaincu.» Ed. du Mesnil dans le *Rappel* répétait encore le 25 avril qu'à son sens «une action militaire énergique et rapide semblait la plus efficace» et J.M. Bourget, qui appelait à la reprise des hostilités dans *les Débats*, se lamentait le 27 Avril : «toute heure qui s'écoule sans solution augmente le prestige et la force d'Abd el-Krîm.»

On sait que les négociations s'enlisèrent au bout de trois semaines sur la question de l'échange des prisonniers et furent rompues le 6 mai. La presse conservatrice était rassénérée. *Le Gaulois* parla «de ces négociations imprudentes qui ont conduit à une rupture que, sans être grand clerc, il était facile de prévoir». Seul Emile Buré voulut croire qu'Abd el-Krîm était désormais «infiniment plus redoutable qu'hier puisqu'il avait été sacré Emir par Steeg» (E. Buré ignorait évidemment que le chef rifain portait ce titre depuis la bataille d'Anual en 1921). La désagrégation du bloc rifain si longtemps espérée par cette presse se produisit enfin sous l'effet combiné de l'action politique et militaire. Le 26 mai, 'Abd el-Krîm «comme 'Abd el-Kader, préféra se rendre aux Français», «se livrer à la générosité du vainqueur». «C'est la victoire, et la victoire par les armes» (*Les Débats*), «Le Maroc était sauvé» (*Le Gaulois*). *L'Action Française* accorda que «la capitulation d'Abd el-Krîm est l'événement le plus heureux, le seul favorable à notre cause, qui se soit produit depuis l'entrée en scène du Cartel», mais, bien enten-

(8) Dans ce même *Figaro*, Lucien Romier se déclarait cependant prêt à arrêter tout de suite cette guerre, «si cela dépendait de nous». Langage peut-être affecté, car le 11 juillet 1925, il écrivait : «Des propositions de paix ? Non ! Des offres de pacification sous la forme d'un ultimatum ? Oui.»

du, elle décernait à l'armée seule les lauriers du triomphe. Pertinax dans *l'Écho de Paris* félicitait lui le seul Quai d'Orsay «qui avait su tenir bon». *Le Temps*, *les Débats* et *le Figaro* y associaient le gouvernement et *Le Matin* la nation française : «La France qui malgré ses 1 700 000 morts a montré une fois de plus qu'elle sait se défendre».

D'Abd el-Krîm et de la portée de sa tentative, des enseignements de cette guerre populaire, qui continua quelque temps encore sous d'autres chefs, il ne fut point question. *Le Journal des Débats*, qui avait souvent fustigé «l'aventurier maghrébin», «cet agent aux mains de financiers plus ou moins suspects», reconnut seulement que «le talent du *rogui* avait été de savoir donner une apparence d'unité aux efforts des tribus». On trouve pourtant dans la presse conservatrice une oraison funèbre, digne et honnête, hommage point inattendu sous la plume de Gustave Hervé dans la *Victoire* : «Quelque mal qu'il ait fait aux nôtres, nous ne danserons pas la danse du scalp autour de ce vaincu. Bien qu'Abd el-Krîm n'ait point la grande allure d'Abd el-Kader, il peut plaider qu'il luttait pour l'indépendance de sa race et de sa civilisation contre un envahisseur étranger. Il a tout de même droit à la générosité du peuple français, ne serait-ce qu'en souvenir de notre vieux Vercingétorix, le plus noble défenseur de la Gaule barbare, vaincu par les légions qui apportaient chez nous la civilisation romaine.»

Cette lecture de la presse conservatrice, on le voit, c'est presque une rétrospective historique. De Vercingétorix à 'Abd el-Kader, des Vêpres siciliennes à la convention Desmichels et au traité de la Tafna, tous les éléments sont en place pour dispenser de s'informer et pour déformer l'information reçue. Les leçons de l'Histoire suffisaient à tout et quelques stéréotypes de l'histoire coloniale servaient de précédents. «Accepter que les promoteurs d'un mouvement de rébellion à main armée restent sur un succès sans avoir réussi à les châtier c'est un moyen infailible de rendre irréductible à notre influence les groupements indigènes» écrivait dans son rapport du 27 novembre 1925 le maréchal Pétain. Or, celui-ci n'avait pas plus que les journalistes d'expérience coloniale, mais il partageait leurs préjugés, ayant noté dans son rapport du 11 août qu'on «avait su préserver de la ruée des barbares une œuvre de civilisation que le monde entier admire». «On ne va pas croire, écrivait encore l'agréé d'histoire Gustave Hervé, que cette horde de pillards que sont les Rifains vont avoir raison de nous. On dirait vraiment que c'est la première fois que nous sommes aux prises avec des Berbères et des Arabes. Or voilà un siècle que nous mâtons toutes les rébellions ».

II - La Presse de Gauche radicale et socialiste.

La presse de Gauche avait d'autres précédents à évoquer, d'autres souvenirs à faire valoir et les références à «l'aventure mexicaine», au «guépier marocain de 1905» et au «généreux combat de Jaurès» furent aussi nombreuses qu'inadaptées en 1925. Dans cette presse aussi, la sous-information est évidente et le recours à l'histoire traduit une fuite devant une réalité jugée pénible à l'heure de Locarno.

La presse cartelliste avait de plus des responsabilités politiques immédiates, il lui fallait soutenir des gouvernements qui faisaient la guerre en parlant de paix; il lui fallait sauver le Cartel des Gauches et veiller à la dissidence prévisible des élus socialistes plus encore qu'à celle des tribus marocaines.

L'Ere nouvelle, organe de l'Entente des Gauches, témoigna dans cette conjoncture difficile d'un manque de sang-froid caractéristique. Ce journal, où écrivaient quelques-uns des meilleurs intellectuels de Gauche, déclara la guerre aux Rifains : «Ce n'est plus dans les champs de Poitiers, c'est dans les plaines de l'Ouergha, au pied du massif rifain, qu'il faut recommencer Charles Martel» (11 Juin 1925). «Contre ces fanatiques disciplinés par un aventurier et armés par un consortium d'Européens en révolte contre l'ordre des choses de 1919», la France faisait une «nouvelle guerre du Droit.» 'Abd el-Krîm ne représentait-il pas «l'intolérance la plus sectaire et le despotisme guerrier» (24 Juin) ? L'humanisme laïque de *L'Ere nouvelle* était choqué par cet étalage de fanatisme d'un autre âge : «une guerre sainte» ! Certes *L'Ere nouvelle* souhaitait naturellement qu'on mît fin à la guerre, mais cela supposait que «le fanatisme d'Abd el-Krîm cessât d'être encouragé par les promesses et les excitations des tenants de la IIIème Internationale». «De plus, écrivait Victor Basch au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, en réclamant un armistice immédiat, nous courons le risque d'encourager son humeur belliqueuse et de prolonger ainsi les hostilités au lieu de les abréger» (7 juillet). Bref, le gouvernement ne devait pas rechercher la popularité à ce prix, «la popularité qu'on ravit à la faiblesse du sentiment populaire égaré, la popularité de la fausse nouvelle de Lang-son» (24 juillet).

Alors *L'Ere nouvelle* pour en finir au plus vite avec 'Abd el-Krîm, tout en économisant les vies précieuses des «soldats de chez nous», en vint à recommander l'utilisation de bombardements aériens massifs. «A-t-on songé aux ravages et aux terreurs qu'inspireraient aux Berbères une expédition de deux cents avions qui déverseraient en quelques minutes plus de cinquante tonnes de mitraille.» Aucun journal ne manifesta une pareille frénésie : neuf articles à *la une* du 10 juillet au 3 août 1925 criaient : «Des avions, encore des avions», «L'aviation nous donnera la décision»; «l'aviation à dose massive» (9). D'autres collaborateurs du même journal, surtout Emile Kahn, disaient au contraire qu'il fallait savoir traiter à temps et invoquaient longuement les polémiques socialistes d'avant guerre contre l'Hervéisme. Or les communistes, selon eux, reprenaient toutes les thèses de l'Hervéisme : la grève militaire, l'insurrection devant l'ennemi. Ils n'avaient aucun droit dès lors — et la presse socialiste le répéta souvent — à invoquer Jaurès, qui avait accepté les accords d'Algésiras et voté le traité franco-allemand de 1911.

(9) *L'Ere nouvelle* expliqua que n'étaient ainsi exposés au feu que des pilotes de métier, des militaires professionnels... Malgré ses conseils il semble que l'armée n'ait utilisé au total que 73 avions et largué 11 307 kg de bombes. Le bombardement d'Adjir le 6 septembre fut mené par 16 avions qui lâchèrent 192 bombes de 10kg.

Dans l'ensemble *l'Ere nouvelle* concluait que la France devait se résoudre à «détruire la nouvelle Carthage». Gabriel Cudenet se montra en particulier le champion véhément d'une paix musclée ⁽¹⁰⁾. Inquiet lors des pourparlers d'Oujda, il triomphait le 8 mai : «l'heure de l'entente est passée, l'heure de la force a sonné» ⁽¹¹⁾ et se montrait un vainqueur orgueilleux le 26 mai : «un pays qui est capable de vaincre sur une terre lointaine alors qu'il est en proie à une crise monétaire grave est un pays dont nul n'a le droit de désespérer». Quant à 'Abd el-Krîm, il fallait «le traiter en insurgé qu'on mâte, non en capitaine courageux dont on accepte l'épée». Painlevé avait bien mérité de la patrie en «conservant le Maroc contre les mystiques d'un pacifisme erroné».

Sous la plume de Gustave Téry, *l'Oeuvre* qui se voulait un journal d'information mais d'opinion radicale, adopta une ligne politique plus sinieuse. D'abord partisan décidé de la Paix et de la négociation («N'allons pas à l'aventure». «Pas de reconquête du Rif» !), adversaire d'une entente avec l'Espagne («la faute ne sera pas commise»), ce journal pressait 'Abd el-Krîm d'accepter la paix, tout en s'impatiant. Simultanément, comme *l'Ere nouvelle*, comme le *Radical* et le *Quotidien*, comme l'ensemble de la presse de Gauche, il menait une campagne contre «l'homme qui nous a conduits à la guerre», le maréchal Lyautey, et demandait qu'on lui désignât un successeur civil plus qualifié pour rétablir la paix. ⁽¹²⁾

Mais, devant l'obstination du chef rifain, *l'Oeuvre* tourna casaque en août-septembre 1925 : «La France n'avait rien fait qui fût de nature à légitimer l'agression de pur brigandage qui s'est déchaînée sur les territoires qu'elle protège.» Paul-Boncour fustigea le 28 août les tentatives de pression sur l'opinion publique que constituait une «prétendue lettre d'Abd el-Krîm au Parlement français. Bientôt *l'Oeuvre* dénonçait comme la pire imprudence l'éventualité d'une négociation avec ce chef apparemment occidentalisé : «C'est un rebelle qu'il faut se garder de grandir. La voie que nous avons autrefois suivie en Algérie est toujours la bonne.»

Mais, soufflant tour à tour le froid et le chaud, *l'Oeuvre* laissa espérer la paix et fut même le seul journal à dire qu'il croyait encore à une paix proche après la rupture des pourparlers d'Oujda. Le hasard lui donna raison.

(10) «Nous sommes au dernier quart d'heure de la très longue lutte qui nous a valu de régner aux rives occidentales de la Méditerranée. Il nous faut maintenant apparaître ou disparaître.»

(11) *Le Radical* qui avait manifesté son optimisme en avril «comme à Locarno la France montre à Oujda son vrai visage» expliquait le 7 mai : «la preuve est faite, irréfutable, qu'Abd el-Krîm voulait nous amuser pour gagner du temps.

(12) Cela ne l'empêcha pas de saluer l'envoi de Pétain «soldat entouré de l'universelle confiance» dès lors qu'il avait été choisi par Painlevé. *L'Ere nouvelle*, le *Quotidien* et le *Populaire* saluèrent de même l'arrivée du «glorieux vainqueur des Allemands.»

Pour le *Quotidien*, organe officieux du Cartel subventionné par les gouvernements cartellistes, la guerre du Rif était surtout dangereuse en ce qu'elle risquait de faire éclater la majorité de gauche. Son rédacteur en chef, P. Bertrand, conseillé par Pierre Renaudel, s'efforça surtout de rejeter les responsabilités de la guerre sur le Bloc National et les «provocations» du maréchal Lyautey. Le député socialiste Cluzel assurait d'ailleurs que sur 60 000 Français du Maroc 58 000 réclamaient le rappel du résident, mais il taisait les autres revendications de ces Français qui, socialistes compris, exigeaient la fin du Protectorat, le gouvernement direct des tribus et une impitoyable répression des «hordes africaines».

Dans le même temps, le *Quotidien* tentait de démontrer aux socialistes qu'ils devaient s'associer à la politique de paix du gouvernement Painlevé. Même lorsqu'ils eurent signifiés la fin de leur soutien le *Quotidien* demeura compréhensif. Le gouvernement allait faire la preuve de sa volonté de paix et le *Quotidien* également en publiant, le 23 juillet, l'esquisse des conditions de paix rapportées par le président du *Riff Committee*, Gordon Canning. Lorsque Painlevé eut donné connaissance publiquement le 4 octobre des conditions de paix offertes à 'Abd el-Krîm, auxquelles il n'avait pas été répondu, le *Quotidien* se trouva plus à l'aise. Dès les 8 et 9 juillet, ses éditoriaux avaient annoncé : «Si les Rifains repoussent la paix par négociation, ils feront la paix par reddition (...) Si l'on nous refuse la paix (nous ferons) la guerre sérieusement en recourant à tous les moyens qui la peuvent rendre plus prompte et moins cruelle.» Dès lors que les responsabilités de la continuation de la guerre étaient rejetées sur les Rifains, les rédacteurs du *Quotidien*, qui s'affirmaient pacifistes convaincus, avaient bonne conscience.

Ils se réjouirent de l'ouverture d'une conférence de paix, protestèrent «contre les gages supplémentaires exigés d'une armée qui n'est pas vaincue» et déplorèrent l'échec des négociations. Les 18 et 19 mai 1926 encore, Henri Guernut disait espérer que les succès militaires ne pousseraient pas le gouvernement à l'intransigeance et exhortait ce dernier à accorder l'autonomie au Rif.

Au total, il apparaît à lire cette presse cartelliste que, mise dans une position difficile, celle-ci s'en est tirée par des louvoiements et le recours à un certain verbalisme. Il y fut au fond très peu question de la guerre du Rif et des problèmes marocains : la situation n'était perçue qu'en termes de politique intérieure et de stratégie parlementaire. Volontairement, semble-t-il, la guerre ne fut évoquée que de manière très abstraite et seul l'*Oeuvre* envoya sur place un correspondant.⁽¹³⁾

(13) Celui-ci survola le pays rifain en avion, lâcha des bombes sur Chefchaouen (qu'il appelait Chechaouen) puis alla s'entretenir avec un lieutenant d'Abd el-Krîm qui lui déclara : «Une ère

Cela est encore plus sensible dans la petite presse socialiste qui, il est vrai, faite de bulletins de tendance, reflète essentiellement les courants opposés de ce parti profondément divisé. ⁽¹⁴⁾ De la *Vie Nouvelle* de Pierre Renaudel et J. Paul Boncour, organe de la fraction participationniste, à *l'Étincelle* (devenue *l'Étincelle socialiste*) de Maurice Maurin qui se voulait proche des communistes, les positions sont le plus souvent diamétralement opposées. Seuls, le *Populaire de Paris*, bimensuel, et le *Peuple*, organe quotidien de la C.G.T., donnaient équitablement la parole aux chefs du groupe parlementaire et aux membres majoritaires de la C.A.P.

Nulle part cependant, le problème rifain, et celui de l'avenir du protectorat marocain ne furent concrètement étudiés dans le contexte contemporain. Les socialistes invoquèrent la tradition et les principes, se déclarèrent adversaires du colonialisme, condamnèrent «l'imprévoyante politique marocaine du gouvernement» que Renaudel et Léon Blum avaient d'abord célébrée comme une politique de paix accordant «l'indépendance effective aux tribus groupées autour d'Abd el-Krîm.» Mais, on ne trouve aucune allusion aux grands mouvements qui secouaient alors l'Islam méditerranéen, pas même à Mustafa Kemal, le héros turc invoqué par 'Abd el-Krîm. Car c'était ne rien dire que d'écrire par exemple que «le parti avait montré l'angoissant développement où se mêlent et s'entrechoquent des ambitions d'un chef de tribus, des appétits de capitalisme, des imprudences de militarisme colonial et des devoirs de civilisations» (*Populaire* du 17 juillet 1925) ⁽¹⁵⁾ Seule la Conférence socialiste internationale du 28 juillet définit une politique qui consistait à préparer l'indépendance du Rif sous l'arbitrage de la Société des Nations. Mais «cette politique coloniale indépendante sans apprentement avec celles de la bourgeoisie et du parti communiste», ainsi que la définit Paul Faure dans le *Peuple*, était un geste sans portée pratique aussi longtemps du moins que le parti n'en avait pas fait sa doctrine officielle et qu'il affectait au Parlement une attitude de Ponce-Pilate. ⁽¹⁶⁾

de liberté souffle sur le monde. Il faut qu'avant dix ans l'Afrique soit redevenue autonome.» Il assura aussi au naïf journaliste que les bourgeois de Fèz n'attendaient qu'un signal pour se soulever (*l'Oeuvre*, 7 juin 1925).

(14) Sur la position des socialistes je me permets de renvoyer à ma communication au Colloque international de janvier 1973 : *Les socialistes français et la guerre du Rif*.

(15) La position de Renaudel et de ses amis était plus claire : s'ils ne demandaient pas l'évacuation du Maroc qui créerait un vide dangereux pour la paix internationale, s'ils repoussaient la tactique communiste d'exaspération des nationalismes coloniaux qui mettait en péril la vie de nos soldats, ils entendaient s'attacher avant tout au rétablissement de la paix (*Populaire* du 3 juin 1925). De son côté *l'Étincelle* ne cachait pas sa volonté de s'aligner sur les positions communistes au nom de l'unité prolétarienne. Zyromski entendait par là «extirper la gangrène du Cartel». (24 octobre 1925)
 (16) Léon Blum expliquait : «Nous connaissons les difficultés de l'heure, nous ne les nions pas mais elles ne sont pas à nous, elles ne pèsent pas sur nous, nous n'en sommes ni solidaires, ni responsables.» (*Le Peuple*, 11 juillet 1925).

Pourtant, cet abstentionnisme n'empêcha pas les vieux réflexes antimilitaristes du parti de jouer contre Lyautey et son équipe. Et cela conduisit la presse socialiste à faire maladroitement le jeu de l'État-major qui entendait lui aussi se débarrasser de Lyautey et de ses méthodes trop politiques. Quant à la volonté des socialistes de réaliser ce que Jaurès appelait «l'internationalisation du Maroc», elle demeura à l'état de vœu pieux.



III - La Presse communiste et anarchiste

La presse communiste est plus facile à étudier et ses motivations sont aisées à saisir. Qui prend la précaution de lire la *Correspondance internationale* avant de parcourir la presse communiste de langue française dispose d'une grille d'interprétation parfaite.

De 1921 à 1924, la *Correspondance internationale* présenta le soulèvement d'Abd el-Krîm comme celui de quelques tribus montagnardes, puis comme un conflit entre les impérialismes français et anglais pour le contrôle de «la porte occidentale de la Méditerranée.» «Abd el-Krîm, écrivait-elle en septembre 1923, est un agent de la politique française. Il vise à chasser les Espagnols de la côte d'Afrique et à se placer ensuite sous la suzeraineté française.» On assurait qu'il était ravitaillé en argent et en armes par la France, si bien que Cachin affirmera encore à la Chambre en 1925 qu'une péniche d'armes destinées à 'Abd el-Krîm était restée ancrée en face du Quai d'Orsay...

L'Internationale ayant appris qu'au printemps 1924 des heurts avaient opposé troupes rifaines et françaises au nord de l'Ouergha, modifia complètement son système d'explication. Le 17 septembre 1924, la *Correspondance internationale* écrivait : «Les insurgés rifains mettent en pièces une page des traités impérialistes de 1912 qui, après l'incident franco-allemand d'Agadir, ont partagé le Maroc.» Les Rifains devenaient un peuple colonial «revendiquant victorieusement son droit à la vie au même titre que la Turquie d'Angora.» 'Abd el-Krîm était sacré chef d'un mouvement national anti-impérialiste, homme de progrès et l'organe du Komintern s'extasiait le 1er avril 1925 sur les extraordinaires transformations opérées par lui dans sa capitale, Adjir. L'auteur, qui ne devait pas connaître le Maroc, annonçait en termes curieusement vagues «une certaine effervescence chez les Maures et les Kabyles de l'autre versant de l'Atlas» et «les préparatifs d'une révolte (des tribus) sur l'Atlantique».

La volte-face du Komintern était expliquée le 20 mai 1925 par un certain Kitaïgorodski comme «le retournement des impérialistes français sous l'influence du maréchal Lyautey, potentat du Maroc qui mûrissait dès longtemps son plan de guerre».

Quant à l'impérialisme anglais, qui avait pourtant envisagé, selon un autre collaborateur au journal, Inrandoust, d'organiser un état rifain indépendant, il se serait effacé à la suite d'une entrevue Chamberlain-Herriot...

Ce montage laborieux se retrouve dans l'*Humanité* qui, à partir du 11 septembre 1924, célébra «le vaillant chef du peuple marocain 'Abd el-Krîm.»⁽¹⁷⁾ Le 2 mai 1925 l'*Humanité* annonça que «les troupes françaises avaient ouvert les hostilités contre 'Abd el-Krîm.» La nouvelle de l'offensive rifaine avait été publiée par le *Temps* du 25 avril, mais l'*Humanité* préféra attendre la veille des élections municipales pour réaffirmer que «le Bloc des Gauches avait préparé la guerre de concert avec les hommes de la Banque de Paris et des Pays Bas et la clique militariste.» Dès lors, l'*Humanité* ne cessa de dire les responsabilités des «impérialistes français : Herriot, Painlevé et Lyautey»⁽¹⁸⁾ et le risque que de nouvelles rivalités impérialistes n'aboutissent à «une nouvelle tuerie mondiale». Le prolétariat devait opposer à la guerre un front unique, se solidariser avec le prolétariat africain, exiger la paix immédiate et le respect de l'indépendance du Rif.

Dans ce contexte, l'*Humanité* crut devoir insister dès le 16 mai 1925 sur «le caractère démocratique de l'organisation politique du Rif» et Sémard expliqua bientôt ce qu'elle était⁽¹⁹⁾ : «Le Rif est organisé sur le modèle des Etats démocratiques. 'Abd el-Krîm a le titre d'Amir, c'est-à-dire de président du Rif. Chaque tribu a à sa tête une Douma (*sic*) qui est élue par l'ensemble des habitants. Le pouvoir exécutif appartient à un conseil des ministres qui siège dans la capitale Adjir. Le pouvoir législatif est confié à une assemblée de 80 députés, élus directement par les tribus. Ses décisions ont force de loi et doivent être appliquées par le conseil des ministres. A la tête de chaque tribu, il y a un caïd et un cheikh à la tête des fractions de tribus. Celui-ci est assisté par une assemblée locale élue au suffrage universel. Les caïds sont contrôlés par six délégués choisis et responsables devant le ministre de l'Intérieur... etc...».

Pour qui connaît la réalité du pouvoir établi sur les chefs de clan, les *Imgharen*, par 'Abd el-Krîm — lequel se proclamait en 1925 commandeur des Croyants et des-

(17) Bien que le Maroc ne soit pas encore l'objet d'une attention privilégiée il en est déjà souvent question dans l'*Humanité*. Citons quelques titres : «Evacuez la Ruhr, le Maroc et la Syrie (19 Octobre 1924)»; «Que prépare-t-on au Maroc ? (15 novembre)»; «Lyautey veut intervenir» (26 novembre); «L'impérialisme se démasque» (18 décembre); «Le Maroc aux marocains. Lyautey veut sa guerre» (20 décembre). Le Congrès des jeunesses communistes, le 25 décembre 1924, consacra une partie de ses débats au problème marocain. «Va-t-on faire la guerre au Rif ?» La position communiste s'affirma à la tribune de la Chambre le 29 janvier 1925, puis le 4 février par la voix de Doriot : «Vive la fraternisation. Vive l'indépendance totale du Maroc !»

(18) «Il est démontré qu'au moment où M. Herriot accomplissait ses gestes symboliques de paix, il préparait avec le concours de Lyautey, la guerre aux Rifains que Painlevé a déclenchée» (L'*Humanité*, 21 mai 1925).

(19) P. Sémard, *La guerre du Rif* (1926) p. 34.

pendant du khalife Omar al-Khattab; pour qui sait la composition étroitement familiale du *makhzen* de l'Émir que ses soldats appelaient Sultan et la composition tribale de ses cadres (les *hakim*, qu'il envoyait pour encadrer les tribus conquises, étaient tous des jeunes guerriers de la tribu des Beni Ouriaghel), le texte communiste est un monument d'incompréhension. Ce morceau d'anthologie où la rude société rifaine, où la provisoire *Daoula Jumhuriya Rifiya*, de 1923, disparue à cette date, apparaissent sous les traits d'une démocratie bourgeoise occidentale, relève peut-être de la pédagogie révolutionnaire mais aussi d'une totale ignorance de la révolution nationale et religieuse d'Abd el-Krîm.⁽²⁰⁾ Et quel curieux hommage à la démocratie représentative que cette utopie révélatrice ! Les militants communistes français pouvaient être rassurés puisque le Maroc indépendant possédait déjà des assemblées et un régime d'Assemblée : Heureux Rifains qui, comme le grand peuple frère, élisaient des Doumas au suffrage universel !⁽²¹⁾

On pourrait répondre, mais ce n'est point notre sujet, en notant l'inutilité et l'inefficacité de cette «pédagogie» sur les prolétaires français. André Marty l'a dit dès le 21 juin 1925 : «On parle peu de la guerre... L'ouvrier ne se sent pas touché. Il croit que la guerre du Maroc est faite par des soldats indigènes ou par la «coloniale»⁽²²⁾

Sur le plan de l'écriture de presse, qui relève plus de notre propos, qu'il nous soit permis d'enregistrer combien la presse communiste écrivait alors dans le style du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914. On y retrouve tous les clichés antimilitaristes et pacifistes : «C'est par milliers que les soldats français tombent par la folie de leurs généraux» (*L'Humanité* 4 février 1925); «La paix sera troublée tant que nous aurons là-bas des généraux trublions» (*L'Humanité*, 27 mai 1925); «Painlevé, l'homme de l'abdication devant les vieilles culottes de peau du militarisme» (*Vie Ouvrière*, 26 juin 1925). Ni le style, ni le vocabulaire n'ont changé : «Misérables, nous ne vous lâcherons pas : 100 millions de nouveaux crédits pour la tuerie» (*L'Humanité* 5 juin 1925); «O mères, ô femmes, le sang de vos fils n'est-il pas un trésor infiniment plus précieux que les millions des banquiers. Les femmes permettront-elles que leurs gosses engraisent les hyènes et les chacals.» s'écriait André Marty et le Congrès de la C.G.T.U. du 26 août d'annoncer : «La guerre du Maroc est un crime contre tous les soldats envoyés à la mort pour le profit des banquiers et des financiers, un crime aussi contre la classe ouvrière appelée à payer les frais». «Assez de tueries, nous ne voulons pas mourir pour

(20) Bien entendu l'ignorance n'était pas moindre dans la presse conservatrice. *Le Journal des Débats* était persuadé que «les communistes avaient inventé de toutes pièces cette prétendue République rifaine» (16 août); «Le Rif que les communistes appellent avec un sans-gêne qui serait comique s'il n'était scandaleux, la République Rifaine» (7 juillet).

(21) Les journalistes américains Vincent Shean et Scott Mawrer s'extasiaient eux devant les Rifains qui avaient des yeux bleus et des cheveux roux, comme «nos Irlandais»...

(22) *Cahiers du Bolchévisme* (1er juillet 1925).

les industriels» écrit la *Vie Ouvrière*, 31 juillet 1925 et telle brochure du parti publiée en 1926 s'intitule : *On croit se battre pour la patrie...* laissant à chacun le soin de compléter la vieille formule anarchiste : «on meurt pour les industriels !»

Toutes ces formules et tous ces tics de vocabulaire – «les requins coloniaux», «les squales coloniaux», «les marchands de canons», «les ministres de la banque Paribas» (23) — l'historien les a lus cent fois dans la *Guerre sociale* ou la *Bataille syndicaliste* d'avant 1914. Il ne peut s'empêcher de sourire quand il relit dans l'*Humanité* (du 24 mai) les trouvailles de Gustave Hervé en 1911 : «Caillaux de sang, l'homme des banques» et il en vient à s'étonner par comparaison du petit nombre des formules léninistes. On parle peu d'«impérialisme» et l'on écrit plus souvent : «A bas la guerre !» que «le Maroc aux Marocains !» ou «Front unique avec les ouvriers socialistes». Dès lors apparaît plus clairement à l'historien la convergence des mots d'ordre anarchistes et communistes, pudiquement passée sous silence jusqu'ici par les auteurs communistes.

Si les anarchistes repoussent la formule «le Maroc aux Marocains» qui, selon eux, «pue le nationalisme à plein nez», leur presse et leurs brochures répètent constamment en 1924-1925 : «Guerre à la guerre». Elle appellent à la désertion, à la fraternisation et à la grève générale, tout comme le fait la presse communiste. Le 11 octobre, le *Libertaire* écrit : «Tous, hors des usines pour crier : A bas la guerre ! Debout les hommes ! Debout les parias ! Il faut aujourd'hui désertier les usines, les bureaux, les chantiers. On tue là-bas au Maroc : ohé, les mamans, on écorche vos petits : ohé les épouses, on égorge vos compagnons !» Or la presse parisienne est unanime à signaler que la grève générale du 12 octobre a été un échec total, sauf dans le bâtiment, où le S.U.B. (Syndicat Unique du Bâtiment) dirigé par des anarchistes, était très largement majoritaire.

Ajoutons que lorsque les dirigeants du Parti feront leur auto-critique, ils s'accuseront de «gauchisme» et que les opposants écriront en 1926 — tout comme les anarchistes — que la guerre du Rif fut «une guerre de tribus menée par un chef féodal (...) un aventurier qui luttait pour sa fortune personnelle.» (24)

On voit qu'une simple lecture de presse permet de décrypter bien des tendances

(23) «Nos petits soldats tomberont par centaines pour la plus grande gloire de la Banque de Paris et des Pays Bas» (*L'Humanité* 1er mai 1925). «La France des banquiers, des marchands de canons et munitions fait la guerre au Maroc pour agrandir son empire colonial, pour trouver des débouchés pour son industrie et ses capitaux» (P. Séward) «Les banquiers veulent la victoire de Lyautey» (*L'Humanité* 11 novembre 1925).

(24) *Cahiers du Bolchévisme* (30 Juin 1926).

inavouées, ou inavouables ⁽²⁵⁾, surtout s'il est vrai que la sclérose d'une pensée révolutionnaire se décèle à l'usage de clichés antérieurs. Sur ce point, la pensée coloniale n'avait rien à lui envier.

CONCLUSIONS : LE FONDS COMMUN

Les divergences et les oppositions de la presse parisienne ne doivent pas masquer le fonds commun d'un système de pensée qui n'est sans doute pas celui des seuls journalistes en 1925-1926.

Ce fonds commun se caractérise d'abord par le recours instinctif aux critères de la politique intérieure. Les journalistes français ont en 1925 horreur du dépaysement et de la nouveauté; chacun se repose sur son explication traditionnelle. L'origine de la guerre du Rif tient, pour la presse cartelliste et socialiste, aux provocations des généraux, à la camarilla de Lyautey; pour la presse communiste, aux manœuvres de l'impérialisme et aux appétits suscités par les mines du Rif; pour la presse anarchiste à l'action «des militaristes et financiers qui entendent extraire des millions du Rif marocain.» De son côté, la presse de Droite eut tôt fait de reprendre la formule lancée par Henri de Kérilis dans *l'Écho de Paris* (29 juin 1925) : «La guerre du Rif, c'est la guerre du Cartel.» La guerre du Rif et celle des Druzes furent étiquetées «les guerres du Cartel» – d'un Cartel qui n'aurait pas envoyé à temps les renforts demandés par Lyautey et laissé agir en Syrie l'intolérant général Sarrail.

La presse fut, aussi, presque unanime à voir la main de l'étranger derrière ce sursaut d'indépendance des montagnards berbères et dans le rêve d'une décolonisation du monde musulman caressé par 'Abd el-Krîm. A Droite, on hésita sur l'étranger : pour les uns «la cavalerie de St Georges encadre les harka(s) marocaines dirigées contre la France.» ⁽²⁶⁾; pour d'autres, «en 1925 comme en 1914, il faut voir si derrière le bur-nous d'un chef de bande passager ne se profile pas le casque de l'Allemagne éternelle». ⁽²⁷⁾ Mais toute la Droite pensait aussi que «le moteur véritable qui anime la révolte rifaine est le communisme» (*Le Journal*). D'où le jeu de mots droitier sur les communistes, ces « Abd el-Kriminels».

(25) Ce n'est pas le *Libertaire* mais *l'Humanité* qui écrivait le 30 mai 1925 : «Si l'ordre de tirer est donné par un officier, il pourrait se faire que les coups partent mais pas dans la direction indiquée.» Marcel Cachin, il est vrai, dénonçant «la malfaisance» de Lyautey écrivait : «Un général pareil, les Conventionnels l'auraient depuis longtemps décrété d'accusation... Maintenant vous comprenez, nous sommes en démocratie, et même en démocratie socialiste et, comme il est juste, ce n'est plus du tout la même chose» (*Humanité*, 17 juin).

(26) *Le Rappel* du 19 mai 1925.

(27) *Le Temps* du 27 mai 1925. C'était aussi l'avis de Léon Daudet : «L'Allemagne ayant perdu ses colonies a tout à gagner et rien à perdre dans des insurrections musulmanes.»

La guerre du Rif «héritage du Bloc National» s'expliquait aussi pour l'*Ere Nouvelle* par l'action des «Turcs panislamistes qui célébraient en 'Abd el-Krîm le grand héros de l'Islam.» (28) Socialistes et communistes étaient au moins d'accord pour dénoncer les menées d'affairistes internationaux, mais il leur fallut recourir aux Mannesmann d'avant 1914 et ignorer les liens anciens d'Abd el-Krîm avec des sociétés minières espagnoles que les anarchistes se plaisaient au contraire à rappeler.

Faut-il appeler pudiquement «européocentrisme» cet autre trait commun à la plupart des journalistes parisiens de l'époque ? Ou doit-on parler plus franchement d'une ignorance quasi absolue des réalités étrangères à l'Occident ? L'ignorance de la géographie du pays rifain frappe à la simple lecture : le Rif est souvent identifié avec l'ensemble du protectorat espagnol; on lui attribue trois millions d'habitants, alors qu'il n'en compte actuellement guère plus d'un million et demi. Tel quotidien parisien, qui se prétendait «le mieux informé» mais ignorait l'existence et la densité des forêts et des maquis du Rif, parlait «de ses plateaux stériles (*sic*) de ses montagnes dénudées (*sic*) qui ne valaient pas la peau du dernier Sénégalais.» Jacques Bardoux qui voulait «qu'on pulvérisât les villes rifaines» (*L'Avenir*, 22 juillet 1925), Louis Damblanc qui demandait qu'on s'en prît aux routes et aux agglomérations importantes, le rédacteur du *Temps* qui insinuait qu'on bombardât les tribus, ignoraient tous qu'en cette région d'habitat extrêmement dispersé où, selon le dicton local, «les maisons sont semées comme les étoiles dans le ciel», les bombardements aériens devaient être et furent totalement inefficaces. Et que dire des explications, pourtant recueillies au Maroc, sur le caractère de cette guerre : «C'est la lutte millénaire entre les Kabyles transhumants (les Rifains) et les sédentaires.» Un envoyé spécial imaginaire savait que «les Turcs étaient représentés dans l'Etat-major d'Abd el-Krîm par deux anciens membres du grand état-major turc secondés par les officiers von Mackensen, Liman von Sanders et le commandant von Tannenberg assisté du conseiller von Forster, l'homme des incidents de Saverne.» (29)

Pour un ou deux journaux qui firent l'effort d'envoyer des correspondants de presse intelligents – citons le *Journal* et le *Matin* –, la plupart se contentèrent d'imaginer le personnage d'Abd el-Krîm et la guerre du Rif par simple référence au passé. En gros, nous l'avons vu, 'Abd el-Krîm fut pour la presse belliciste de Droite ou de Gauche, soit un chef de bandes, «l'irascible rogui», soit au mieux un 'Abd el-Kader télécommandé par la Troisième Internationale ou nos divers ennemis héréditaires. En revanche, les communistes qui assurèrent le 31 décembre 1925 «qu'on élèverait un jour une statue à 'Abd el-Krîm, comme on en a élevé une à Vercingétorix qui était aussi un chef de tribus», en faisaient surtout un progressiste : cet émir républicain avait un drapeau rouge et utilisait des téléphones; bref, l'Abd el-Krimisme, c'était

(28) *L'Ere Nouvelle* (7 juillet et 17 juillet 1925).

(29) R. Bonnet-Devilliers, *Ce que j'ai vu au Maroc*, (1926). Un communiqué officiel de la Wilhelmstrasse démentit qu'il y eut des officiers du nom de Förster ou Tannenberg dans le Rif.

Vercingétorix plus le téléphone. Pour les anarcho-syndicalistes qui le confondaient un peu avec le bandit Raïssuni «le dictateur marocain était un sanguinaire flibustier qui voulait accaparer pour le compte des financiers étrangers les richesses minières du Rif.» Les organes de presse moins engagés hésitèrent entre les images du «guerrier barbare» ou du «roqui traditionnel» et celle tout aussi fausse du «grand seigneur féodal menant au combat une plèbe fanatisée.» L'historien sait bien aujourd'hui qu'aucun de ces clichés passéistes ne ressemble à la personnalité de Mohammed ben 'Abd el-Krîm al-Khattabi.

La guerre du Rif, les journalistes parisiens de la Gauche pacifiste la subirent comme une «aventure coloniale» vue selon les stéréotypes d'un anticolonialisme figé en France depuis les années 1905 ou 1911 : c'était encore «le guépier marocain» et ses dangers internationaux. Or le monde avait bougé, l'Allemagne du Dr Stresemann rêvait peut-être à l'Anschluss, non à un nouveau *Panthersprung* ⁽³⁰⁾, mais ces hommes formés au temps du partage de l'Afrique, vivaient toujours à l'heure d'avant-guerre.

De là sans doute leurs réactions bien naturelles de vouloir revenir à la situation antérieure, soit par la négociation, soit par l'écrasement du mouvement rifain. Mais qu'ils aient pu passer de l'une à l'autre solution avec une facilité déconcertante, sans déchirement perceptible, montre bien que leur désir profond était de voir consolider le régime colonial sous prétexte qu'il représentait la paix. Sur ce point, la presse de Droite était d'accord avec les organes du radicalisme. La plupart des feuilles parisiennes, à l'exclusion de l'extrême-gauche, apprécièrent donc la guerre rifaine en termes de pacification coloniale.

Cette «grosse dissidence», il fallait toutefois l'écraser avec des moyens modernes. «La guerre coloniale constructive» et «la tache d'huile» chères à Lyautey avaient fait leur temps et le proconsul lui-même ne fut guère soutenu lorsqu'apparut Pétain, partisan d'une guerre d'écrasement. Pour en finir le plus vite possible, on l'a vu, certains journaux recommandèrent la terreur aérienne; d'autres de Droite et de Gauche, allèrent plus loin. Camille Aymard, ancien fonctionnaire colonial il est vrai, fut le premier à demander dans son journal, *La Liberté* du 14 juin 1925, l'utilisation des gaz asphyxiants : «Il fallait, écrivait-il, doter nos troupes des armes les plus modernes, c'est-à-dire d'obus à gaz, afin de dresser entre eux et nous un barrage infranchissable. Nous ne devons pas hésiter contre ces brutes féroces.» Un autre furieux, Charles Maurras, reprit la suggestion dans l'*Action Française* du 8 juillet, en conseillant au président du Conseil «Paul-Prudent Painlevé» de renoncer à la convention de Genève interdisant l'utilisation des gaz; or le représentant de la France venait de la signer le 16 juin. Maurras revint à son obsession les 10, 11 et 12 juillet en publiant des lettres venues du Maroc contre les

(30) Expression allemande qui désigne «le coup d'Agadir», l'envoi de la canonnière *Panther* à Agadir, «le bond de la panthère».

«humanitaires de Paris», où l'on disait : «Ménager les Rifains, c'est sacrifier des Français. Épargner les sauvages, c'est trahir ceux qui se battent». A la campagne de l'*Ere Nouvelle* : «Des avions, des munitions !» *l'Action Française* répondit encore les 21, 22 et 23 juillet par la formule : «Les gaz, les gaz!»

Edmond du Mesnil, dans cette feuille radicale devenue nationaliste qu'était le *Rappel*, demanda lui aussi à partir du 19 juillet des bombardements aériens «avec des bombes chargées de gaz, d'acide cyanhydrique ou d'autres ingrédients du même acabit». Et l'auteur de rappeler que déjà dans la guerre de 1914, «nous avons été trop lents à user de gaz asphyxiants et de liquides enflammés». Un grand journal radical comme *l'Oeuvre* ne s'exprimait pas autrement dès le 13 juillet 1925 mais il invoquait «l'esprit des Conventionnels» pour écrire que «l'emploi des gaz asphyxiants constituerait les plus légitimes représailles (...) Ne reculons devant aucun sacrifice pour éviter à notre pays l'horreur de sacrifices plus longs et plus sanglants encore. Le *Quotidien* «journal honnête pour les honnêtes gens» recommandait plus hypocritement de «recourir à tous les moyens qui peuvent rendre la guerre plus prompte et moins cruelle»; «le pays approuvera tout ce qui lui paraîtra ménager le sang de ses fils» — (8 juillet). Comme l'écrivait l'abbé Bergey dans *La Liberté du Sud-Ouest*, «ces pacifistes deviennent enragés quand il s'agit de la peau des autres.»

Ces déviations du sens moral peuvent-elles s'expliquer par le seul patriotisme exacerbé ? Certes au moment de la menace sur Taza, la peur fit aussi son office, mais le ton du mépris raciste affleure chez beaucoup de ces journalistes : «Le Musulman ne connaît que la force : il ne respecte que la force». Pourtant au total, c'est la bonne conscience qui l'emporta : la croyance en la mission civilisatrice de la France ne fut pas atteinte. Elle sortit même renforcée de l'inutile «ruée du fanatisme musulman» contre l'œuvre de civilisation française. «Partout où la France a passé, la barbarie ne repousse pas.»

Faut-il donc appeler «idéologie coloniale» ce fonds commun qui apparaît à la lecture de la presse parisienne ? Oui, sans doute, mais en mesurant bien que la presse parisienne ne reflète pas exactement la pensée du «parti colonial» qu'exprime alors un Léon Baréty, ni celle des milieux colons d'Afrique du Nord que le député Roux-Freissineng vint exposer à la Chambre le 9 juillet 1925 (31).

La presse parisienne des années 1925-1926 prise dans son ensemble manifestait tout à la fois une profonde indifférence pour les questions coloniales et une certaine passion chauvine pour la défense du Protectorat français au Maroc. C'est donc que la guerre du Rif fut tenue pour une question nationale par la grande majorité des organes de presse. Car, dans le même temps, il y fut beaucoup question de céder des colonies à

(31) En avril 1926, les représentants des associations agricoles du Nord du Maroc réunis à Rabat protestèrent hautement contre les pourparlers d'Oujda : «Signer la paix avec le *rogui* rifain, serait préparer de cruelles déceptions à l'Afrique du Nord...

nos créanciers américains. *L'Ere Nouvelle* envisageait sérieusement de leur vendre les Antilles, la Guyane, voire l'Indochine, mais elle entendait conserver le Maroc à la France. Le *Journal*, tout en luttant en première ligne pour la sauvegarde de la domination française au Maroc, se prononça pour l'abandon du mandat français sur la Syrie en novembre 1925.

Cependant, on peut affirmer que l'affaire marocaine, question nationale au premier chef de juin à août 1925, redevint ensuite une affaire coloniale. Elle cessa en effet de passionner la presse parisienne.

En cela du moins, cette presse reflétait sans doute les sentiments profonds de l'opinion publique. Après s'être inquiété de cette guerre jugée «absolument indésirable» par l'extrême gauche et préoccupante par l'ensemble des patriotes, l'opinion française, rassurée par l'absence d'événements spectaculaires, se désintéressa assez vite de cette campagne coloniale. «Les Français parlent du tout, sauf de la guerre du Rif» notait un chroniqueur étonné et *l'Étincelle* lui répondait le 4 septembre 1925 : «Hélas ! oui, nous constatons autour de nous une indifférence écœurante pour ce qui se passe au Maroc et cependant on s'y bat, on s'y tue tout comme pendant la guerre du Droit et de la Civilisation. Mais, voilà, cela ne nous touche pas directement. La guerre du Maroc, la guerre en Syrie, c'est loin çà !» Bientôt l'affaire du Maroc mise en veilleuse n'intéressa plus l'opinion.

Résumé

Comment la presse parisienne a-t-elle rendu compte de la guerre du Rif ? Quelles furent les attitudes des journalistes parisiens face à cette guerre de libération d'un type alors inédit ? Tel est l'objet de cette brève étude. A travers cette lecture de presse on verra surtout s'affirmer une certaine inaptitude des journalistes de ce temps à sortir de leurs souvenirs et de la tradition historique pour comprendre un phénomène nouveau. L'usage quasi général de stéréotypes anciens issus soit de la période de la conquête coloniale, soit de la prédication anticolonialiste, les violences de langage et de ton jusque chez de prétendus pacifistes, tout cela jette un jour assez révélateur sur l'état des esprits d'une certaine élite vis-à-vis des questions coloniales. La presse communiste, elle-même, qui célébra tardivement la révolte rifaine en un style encore très proche de celui du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, ne tranche pas de l'ensemble. L'eurocentrisme, l'ignorance quasi absolue des réalités maghrébines étaient le lot commun de la presse parisienne en 1925-1926.

Abstract

How did the Parisian press cover the war of the Rif ? How did Parisian journalists react to this war of liberation, which, at the time, was of a type without precedent ? Such are the questions to which this brief study seeks to suggest a reply. The main conclusion which emerges from this reading of press commentary is that the journalists of the period were incapable of going beyond the scope of their personal recollections and of historical tradition to comprehend a novel phenomenon. Very frequent reference to old stereotypes inherited either from the period of colonial conquest or from anticolonialist preachings, as well as the violence in word and tone which was typical even of would-be pacifists are both very revealing with regard to the frame of mind of a certain elite vis-à-vis colonial affairs. Even the communist press which belatedly celebrated the revolt of the Rif after a fashion still quite akin to that of pre-1914 revolutionary trade-unionism, does not stand out clearly from the lot. Eurocentrism and an almost total ignorance of Maghreb realities were characteristic of the entire Parisian press in 1925-26.

شارل روبير أجيرون (Charles-Robert AGERON)

موقف الصحافة الباريسية من الحرب الريفية

(أبريل ١٩٢٥ - مايو ١٩٢٦)

كيف عرضت الصحافة الباريسية حوادث الحرب الريفية ؟ بِمَ اتصفت
مواقف الصحفيين الباريسيين من تلك الحرب التحريرية ذات الطابع الجديد آنذاك ؟
ان هذه الدراسة تعالج هذا الموضوع باقتضاب .
من مطالعة مقالات الصحف الصادرة في تلك الفترة يتضح بنوع خاص عدم
تمكّن الصحفيين من التخلّي عن ذكرياتهم ونظرتهم التاريخية التقليدية ، حتّى
يتفهموا ظاهرة جديدة .

آن استعمال التعابير المبتذلة والمعاني القديمة المطروقة ، أَنَبَهَتْ من
فترة الفتح الاستعماري أم من فترة الدعوة الى مكافحة الاستعمار ، وكذلك
مُنَفَّ الاسلوب وجِدّة اللهجة ، حتّى من قِبَلِ دعاة السلم المزعومين ، كلّ ذلك
يفضح عقلية نخبة من البهية الباريسية ازاء شؤون المستعمرات .
وحتّى الصحافة الشيوعية ، التي أبطأت في الاحتفال بالثورة الريفية والتي
لم تتناول الحديث عنها إلا بأسلوب النقايسة الثورية قبل سنة ١٩١٤ ،
فإنّها لم تتميز في شيء من الصحف مائة . كانت المركبة الاورثوذكسية
المقترنة بجهالة مطبقة للواقع المغربي هي الصفة المشتركة بين الصحافة
الباريسية عامي ١٩٢٥ و ١٩٢٦ .